

Note d'information sur
l'allocution spéciale de la Vice-Présidente de la
République du Bénin

Session annuelle du Conseil d'administration

Lundi 20 juin 2022, 15 heures-15 h 30

**Manifestation organisée selon des modalités hybrides dans l'Auditorium au Siège du PAM
et sur Zoom**

Le Bénin considère le capital humain comme sa ressource la plus précieuse et place depuis 2016 les investissements consacrés à la population au cœur de sa stratégie de développement. Il considère aussi que l'alimentation scolaire est un investissement important pour le développement du pays en raison de l'impact qu'elle a sur les résultats obtenus dans les écoles et des retombées qu'elle génère. En 2018, une analyse du rapport coûts-avantages a fait apparaître un rendement de 5,2 dollars É.-U. pour chaque dollar investi dans l'alimentation scolaire, et établi que celle-ci entretenait des liens clairs avec l'agriculture locale, à laquelle elle apportait une contribution manifeste. Une approche multisectorielle a également été mise en œuvre pour faire en sorte que les écoles primaires servent de tremplins pour aborder d'autres questions relatives à l'hygiène, à l'eau, à la nutrition et à une alimentation saine, à la production locale ou encore à la cohésion sociale.

Aujourd'hui, trois enfants sur quatre au Bénin reçoivent un repas chaud chaque jour de classe, contre seulement un sur cinq en 2016. C'est la volonté politique qui a rendu possible une telle avancée, et pour y parvenir, le Gouvernement a simultanément augmenté les crédits alloués au programme d'alimentation scolaire et modifié le modèle de gouvernance en nouant un partenariat avec le PAM. Malgré la crise liée à la COVID-19, le Gouvernement a réussi à stabiliser le programme national d'alimentation scolaire et à accroître les investissements pour parvenir à une couverture à grande échelle et venir ainsi en aide à plus de 1 million d'enfants depuis avril 2022. Le Gouvernement a également confirmé son engagement pour les cinq prochaines années en prévoyant un investissement de 150 milliards de francs CFA, l'objectif à long terme étant d'offrir un accès universel au programme d'alimentation scolaire d'ici à 2023. La Vice-Présidente saisira l'occasion qu'offre cette rencontre pour plaider en faveur d'un renforcement de l'appui apporté sous forme d'assistance technique pour rattacher l'alimentation scolaire à la production intérieure et renforcer ainsi les capacités nationales.

Du fait des crises récentes ou en cours, un trop grand nombre d'enfants réintègrent actuellement des systèmes scolaires dotés de moyens insuffisants dans un contexte d'aggravation de la pauvreté et de la faim. Partant de ce constat et de la nécessité qu'il y a à agir, le Bénin est fier d'avoir rejoint la Coalition pour les repas scolaires, qui orchestre les efforts déployés pour améliorer la qualité des programmes nationaux de repas scolaires et des interventions complémentaires, les pérenniser et les transposer à l'échelle voulue. La Coalition réunit déjà 67 pays, dont 29 se trouvent sur le continent africain. En outre, 68 partenaires ont désormais souscrit à ses objectifs et se sont engagés à œuvrer à leur concrétisation. Le Président du Bénin soutient fermement la Coalition et est devenu un ardent défenseur de l'alimentation scolaire en faisant de la santé et de la nutrition des écoliers une priorité pour le pays et en appelant d'autres pays de la région, du continent et du monde entier à rejoindre les rangs de la Coalition.